

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 21/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOBEL PLASTIQUES SAS**

Rue de l'Europe - BP 245  
ZI Marolles  
51300 Vitry-le-François

Références : D3 i 2024-184  
Code AIOT : 0005702277

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement NOBEL PLASTIQUES SAS implanté Rue de l'Europe - BP 245 ZI Marolles 51300 Vitry-le-François. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOBEL PLASTIQUES SAS
- Rue de l'Europe - BP 245 ZI Marolles 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005702277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nobel Plastiques SAS située à Vitry-le-François fabrique des tuyaux plastiques principalement destinés au secteur automobile. Elle emploie 200 personnes sur son site et possède une partie production ainsi qu'une partie laboratoire dédiée à la recherche et développement de nouveaux produits.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.6.8	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
6	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.5.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.5.3 (suite)	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 15/05/2007, article 7.5.5	Sans objet
4	Transport, chargements, déchargements	Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.5.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non-conformités majeures, relatives à l'état des stocks des produits chimiques du site et à l'étanchéité du bassin de rétention ont été soulevées par l'inspection. Pour celles-ci, il est proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant d'y remédier sous un délai maîtrisé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les quantités de produits stockés dans les armoires sont trop importantes par rapport à la taille des rétentions associées.</p> <p>Pour une rétention d'un volume de 10 L, il a été relevé que la troisième étagère de l'armoire de la salle d'essais mécaniques possède plus de 30L de conteneurs liquides donc davantage que les 20 L autorisés (ou 10L maximum par contenant).</p> <p>Pour une rétention de 10 L également, l'armoire des fluides usagés possède également plusieurs étagères qui dépassent la quantité autorisée.</p> <p>Enfin, l'armoire contenant les acides possède une étagère dont la quantité de produits stockés dépasse les 20 L autorisés.</p> <p>En ce qui concerne les carburants stockés à l'extérieur, la capacité de la rétention indiquée est de 3 500L pour 2 667 L de produits. Elle est donc suffisante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En conséquence, il est demandé à l'exploitant la mise en conformité de son installation soit par la diminution de produits stockés soit par l'augmentation de la capacité des rétentions associées à ces produits.</p>

Par un mail en date du 7 mars 2024, l'exploitant a fourni à l'inspection les justificatifs attestant de la remise en conformité de son site sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.5.3 (suite)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. [...]
<b>Constats :</b> Les rétentions qui ont été contrôlées sur le site présentent un bon état général.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/05/2007, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a annoncé à l'inspection des installations classées avoir séparé les acides du reste de ses produits afin d'éviter les incompatibilités chimiques. Une armoire est dédiée au stockage des acides.  Sur chacune des armoires de stockage utilisées figure une grille d'incompatibilité chimique ainsi que des consignes de sécurité.  Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées n'a pas relevé d'incompatibilité chimique entre les produits placés sur une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Transport, chargements, déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Transport, chargements, déchargements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a annoncé ne pas être livré en produits chimiques par des camions citerne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.6.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble de eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 680 m3 avant rejet.  Ce bassin permet de collecter à la fois les eaux pluviales et les eaux d'extinction incendie. En cas d'orage violent, les eaux pluviales seront conservées avant de rejoindre le réseau principal avec un débit permettant de ne pas saturer le réseau. le rejet des eaux de ce bassin est effectué manuellement par installation d'une pompe mobile et en aucune manière de façon automatique. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes des commandes nécessaires à la mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, le bassin de confinement présentait plusieurs trous dans la bâche devant assurer l'étanchéité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de refaire l'étanchéité de son bassin de confinement des eaux d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2007, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation en tient compte  L'inventaire et l'état des stocks et substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un état des stocks complet des produits dangereux présents dans l'installation.  L'état des stocks qui a été présenté sous format papier concerne uniquement les produits du laboratoire. La dernière mise à jour date de septembre 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'être en mesure de fournir rapidement un état des stocks complet de l'établissement et d'être capable de le tenir à disposition des services de secours à tout moment conformément à son arrêté d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois